

Environnement | NéoTerra, pour une transition écologique « efficace »



Les élus régionaux se sont réunis le mardi 9 juillet à l'Hôtel de Région à Bordeaux lors d'une séance plénière exceptionnelle car essentiellement consacrée aux enjeux de la transition environnementale et climatique. C'est une première en France! Une séance qui fut l'occasion de présenter le rapport NéoTerra « réponse au Manifeste transpartisan pour le climat », signé par plus de quarante élus de cinq groupes de la majorité, proposé lors de la plénière d'octobre 2018 par le groupe EELV, « pour faire de la Nouvelle-Aquitaine une Région en marche pour le Climat. Un rapport qui fut adopté en soirée par les élus régionaux...

C'est une séance plénière totalement dédiée aux enjeux de la transition environnementale et climatique que viennent de vivre les conseillers régionaux de Nouvelle-Aquitaine lors d'une séance spéciale baptisée "NéoTerra" en ce mardi 9 juillet. « Cette séance se place aux confins de l'urgence écologique et de la prise en compte régionale », tient à souligner Jean-Louis Pagès, co-président du groupe Ecologiste et Citoyen – EELV à la Région. Pour Léonore Moncond'huy, co-présidente de ce même groupe « la bataille avance, NéoTerra est une première marche. Mais aujourd'hui nous attendons de voir quels moyens la Région va mettre derrière ses intentions. Il faut passer des ambitions à l'action ! ». NéoTerra est un document de onze ambitions déclinées en 86 fiches actions né d'échanges menés par les élus tous bords politiques confondus. Et ce ne fut pas chose aisée, car « nous n'avons pas tous la même conception de l'urgence climatique ! », soulignent les deux co-présidents. La Région Nouvelle-Aquitaine est la première région de France à réaliser un tel document et à rendre prioritaire cette thématique de la biodiversité sur ses politiques publiques.

La Région NA : une région « Zéro déchet » d'ici 2030

« Cette bataille culturelle » menée par les élus écologistes « porte ses fruits » et amène des « avancées concrètes ». Pour Nicolas Thierry, élu régional en charge de la Transition écologique, « nous avons réussi à mettre en haut de la pile des dossiers régionaux la biodiversité, c'est une première victoire. Aussi, lors de la fusion des trois régions, neuf réserves naturelles étaient recensées. Dans quelque temps nous en dénomberrons quinze ! » Autre action concrète née de cette bataille : le doublement des propriétés des espaces naturels. Aussi, d'ici 2030, la Région s'est engagée à devenir une région synonyme de « Zéro déchet ». « C'est un engagement politique fort

car cette démarche implique un changement du modèle économique. En clair, adopter plus de sobriété dans les modes de production et réfléchir à une réutilisation multiple des déchets ». Françoise Coutant, vice-présidente en charge de la Transition Energétique et du Climat, tient à mettre en avant le fait que « toutes ces réflexions et actions autour de cette transition écologique mènent à une dynamique industrielle certaine créatrice d'emplois. » Aujourd'hui, les élus écologistes attendent un certain courage politique de la part d'Alain Rousset, le président de la Région, afin de mettre en application les ambitions. « Nous allons devoir renoncer à certaines politiques pour répondre aux exigences de l'urgence climatique, atténuer le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité », précise Léonore Moncond'huy. L'agriculture est donc en ligne de mire pour les écologistes. Un secteur d'activité avec lequel ils travaillent au quotidien. « Notre réflexion est menée de concert avec les Chambres d'agriculture, les CUMA tous les acteurs agricoles et la prise de conscience est palpable », assure Françoise Coutant. « Aujourd'hui, nous devons changer de modèle agricole, ajoute Jean-Louis Pagès. Nous ne pouvons pas sortir à moitié des pesticides, nous devons entreprendre une sortie totale et nous avons réussi à convaincre le président Rousset à ce niveau-là. Et ce changement est irréversible il faut bien en avoir conscience ! » Bref, une politique systémique est indispensable pour répondre à cette urgence.



NéoTerra, « un texte fondateur qui redonne du sens à l'action publique »

En introduction à cette séance plénière, Hervé Le Treut, président d'[AcclimaTerra](#), directeur de l'IPSL, professeur à la Sorbonne Université ainsi qu'à Polytechnique, a présenté les conclusions d'Acclimaterra ainsi que les perspectives internationales/nationales. Le biologiste Vincent Bretagnolle a également énoncé les conclusions d'[Ecobiose](#) ainsi qu'un large panorama de solutions. Suite à cet argumentaire, Alain Rousset prit la parole en mettant en avant la prise de conscience globale et l'importance de coconstruire une politique. « Ce texte fondateur redonne du sens à l'action publique », a-t-il asséné. Les moyens pour mettre en œuvre cette politique c'est « la Région. Mais ne vous y trompez pas. NéoTerra n'est pas un point d'arrivée ! Toutefois, pour mettre en œuvre cette feuille de route, il persiste certaines inquiétudes notamment le fait que le gouvernement tente de reprendre le deuxième pilier de la PAC, le FEADER. C'est se tirer une balle dans le pied ! Notre priorité aujourd'hui c'est l'arrêt de l'utilisation des pesticides. »

NéoTerra, des prises de paroles diverses

Pascale Requenna (Modem et Apparentés) estime que « les intentions sont bonnes mais quels moyens humains et financiers ? Quels sont nos leviers financiers en tant que Région ? Et pourquoi réaliser cette plénière maintenant, pourquoi cette précipitation ? Est-ce purement politique ? Beaucoup de questions demeurent ! » Jacques Colombier (RN), lui, durant son allocution, n'a pas craint de remettre en question une énième fois les conclusions de chercheurs en matière de réchauffement climatique. « Depuis 1945, la température n'a augmenté que de 0,5 °C. La hausse moyenne des océans est de 1 mm / an soit 8 cm à la fin du siècle, on est loin des conclusions du GIEC ! Il ne faut pas tirer de conséquences hâtives ! »

Pour Stéphane Delpyrat-Vincent (Pour une Ecologie Populaire et Sociale), « nous sommes véritablement rentrés dans cette période de réchauffement climatique. Nous ne pouvons que constater la disparition d'espèces, les 34 °C en Alaska la semaine dernière. Cette période est dévastatrice pour l'être humain. Et il ne s'agit pas simplement de sauver notre planète mais sauver aussi et surtout le vivant. Les solutions scientifiques sont connues et établies. L'heure est donc à l'action ! Et pour ce faire, nous devons entraîner toute la société dans ce mouvement -citoyens, politiques, agriculteurs...- et faire naître une nouvelle gouvernance. Donc nous connaissons les solutions et pourtant jour après jour, ça continue comme avant. Même si je suis très fier que le Conseil régional de NA soit la première collectivité à mettre en œuvre une politique dans ce cadre. Notre groupe est attentif sur trois points : quels budget et moyens, quelle méthode de gouvernance sur les territoires et quels partenaires, enfin quel travail

pour mettre en œuvre une telle politique. »

Quels moyens pour une transition écologique efficace ?

De son côté Jean-Louis Pagès (co-président Ecologiste et Citoyens – EELV) pense que « rien, rien ne doit plus être comme avant. Il y a un passage que nous ne franchirons jamais dans l'autre sens. Cette plénière aurait été impossible il y a quelques années malgré les mises en garde des écologistes. En 1990, alors que le GIEC rendait public son premier rapport, notre discours restait inaudible ! D'où vient ce retournement de l'opinion publique depuis cinq ans. C'est la prise de conscience des grandes nations polluées qui a permis cette prise conscience publique ». Léonore Moncond'hui (co-présidente Ecologiste et Citoyens – EELV) prit ensuite la parole pour expliquer que « NéoTerra illustre l'avancée de la bataille culturelle menée par le groupe. Le succès de NéoTerra sera collectif ou ne le sera pas. Et aujourd'hui, nous franchissons un grand pas celui de l'arrêt des pesticides ».

Jean Dionis du Séjour (Union Centriste Nouvelle-Aquitaine), lui, au nom de son groupe se dit « partant pour aller convaincre nos concitoyens sur cette urgence climatique. Nous souhaitons un consensus sur ce sujet le plus large possible. Mais nous avons quelques réserves : aucun engagement financier n'est mentionné dans ce document. Cela fragilise votre démarche Président. Aussi, nous vous mettons en garde contre un discours d'urgence qui pourrait inquiéter nos concitoyens. Je ne crois pas au passage en force. Nous devons y intégrer les citoyens. Il vous faut donc convaincre les territoires, c'est le seul chemin durable. Enfin, autre réserve concernant ce document, l'absence totale de hiérarchisation de toutes les fiches d'actions. Quelles sont les priorités ? Il faut qu'elles apparaissent clairement ! » Aurélien Sebton (Union des Démocrates et Indépendants et Apparentés), lui, a tenu à souligner que « les lignes commencent à bouger et à se recomposer en matière d'écologie. Toute la politique doit être envisagée avec comme boussole l'urgence climatique ».

Pour Guillaume Guérin (Les Républicains – CPNT) « Personne ne peut nier que l'écologie est une préoccupation majeure de notre société. Ce document est très moins d'être complet. Il aurait mérité une co-construction avec les agriculteurs... Il y a des oublis : la filière nucléaire. Ne prévoyez pas des votes de ce soir. Un oui ne signifie pas un blanc-seing. » Toujours dans le clan LR, Alexandra Siarri a souhaité mettre l'accent sur la santé. « Le vivant ne disparaîtra pas de la planète et ce quel que soit les températures. L'humain lui pourrait disparaître s'il ne prend pas en compte cette évolution. Nous manquons d'éléments concrets, par exemple sur l'eau, comment la préserver. La protection de l'eau et du vivant doit prioriser toutes les actions. Aussi, il manque dans ce document la mention d'autres collectivités pour travailler avec la Région à ce dessein. » Enfin, Matthias Fekl (Parti Socialiste et Apparentés) a souligné que « nous devons entreprendre cette transformation avec les acteurs économiques des territoires et avoir à cœur de faire le lien entre la question écologique et la question sociale. »

NéoTerra a été adopté ce 9 juillet au soir à 21h50 en clôture de cette séance plénière.

Dans le détail. POUR : PS / PEPS / EELV / PRG / Union Centriste / 2 élus UDI (Aurélien SEBTON et Véronique ABELIN) / Une partie des élus LR. ABSTENTION : MODEM / UDI (à l'exception d'Aurélien SEBTON et Véronique ABELIN) / Une partie des élus LR. CONTRE : DINA / RN / 2 élus LR (Eddy PUYJALON et Yves d'AMECOURT).



Sybille Rousseau

Crédit Photo : SR

Publié sur aqui.fr le 10/07/2019

[Url de cet article](#)